

Publications des départements et d'autres administrations de la Confédération

Initiative pour l'impôt sur la richesse

Aboutissement

Vu le rapport du Bureau fédéral de statistique sur le résultat de la vérification des listes de signatures concernant l'initiative pour l'impôt sur la richesse, déposées le 27 juin 1974, il est

décidé:

1. L'initiative pour l'impôt sur la richesse (insertion d'un article 41^{quater} dans la constitution), présentée sous la forme d'un projet rédigé de toutes pièces, a abouti quant à la forme, les 50 000 signatures valables exigées par l'article 121, 2^e alinéa, de la constitution ayant été recueillies.
2. Sur 80 830 signatures recueillies, 80 190 sont valables.
3. La présente décision sera publiée dans la *Feuille fédérale* et communiquée au Parti socialiste suisse, Pavillonweg 3, 3012 Berne.

Berne, le 25 juillet 1974

Chancellerie fédérale suisse:

Le vice-chancelier,

Buser

Signatures par cantons

Cantons	Signatures	
	valables	non valables
Zurich	14 473	56
Berne	17 539	145
Lucerne	5 850	24
Uri	311	—
Schwyz	469	52
Unterwald-le-Haut	23	1
Unterwald-le-Bas	36	—
Glaris	684	2
Zoug	498	2
Fribourg	1 252	40
Soleure	3 174	10
Bâle-Ville	1 655	—
Bâle-Campagne	4 568	48
Schaffhouse	3 775	6
Appenzell Rh. Ext.	289	—
Appenzell Rh. Int.	—	—
Saint-Gall	3 429	46
Grisons	1 095	6
Argovie	4 021	6
Thurgovie	2 915	11
Tessin	3 304	41
Vaud	4 369	41
Valais	1 601	15
Neuchâtel	3 033	44
Genève	1 773	44
Suisse	80 190	640

Initiative pour l'impôt sur la richesse

L'initiative a la teneur suivante :

I

La constitution fédérale est complétée par la disposition suivante :

Article 41^{quater} (nouveau)

¹ L'imposition du revenu et de la fortune est assurée :

- a. par des impôts directs des cantons et des communes sur le revenu et la fortune des personnes physiques et de celles des personnes morales dont l'imposition, en vertu de la législation fédérale, reste de la compétence des cantons et des communes ;
- b. par un impôt fédéral direct sur le revenu des personnes physiques. La Confédération veille à ce que les revenus de plus de 100 000 francs soient frappés d'un impôt minimum uniforme dans toute la Suisse ;
- c. par un impôt fédéral direct sur le rendement net, le capital et les réserves des personnes morales.

² En vue d'harmoniser les impôts directs de la Confédération, des cantons et des communes, la Confédération édicte, par la voie législative, des dispositions uniformes sur l'assujettissement, l'objet de l'impôt, les modalités temporelles de son calcul, la procédure ainsi que le droit pénal fiscal ; il sera tenu compte de manière appropriée des mesures d'harmonisation prises par les cantons.

³ Sous réserve des limitations mentionnées ci-après, les cantons, et les communes dans le cadre du droit cantonal, fixent eux-mêmes le tarif des impôts directs (1^{er} al., let. a) :

- a. les impôts généraux des cantons et des communes sur le revenu des personnes physiques s'élèvent ensemble au moins à :
 21 % pour un revenu imposable de 100 000 francs ;
 27 % pour un revenu imposable de 200 000 francs ;
 33,4 % pour un revenu imposable de 1 million de francs ;
 le revenu nécessaire pour satisfaire les besoins vitaux reste franc d'impôt ;
- b. les impôts généraux des cantons et des communes sur la fortune des personnes physiques s'élèvent ensemble au moins à :
 0,7 % pour une fortune nette de 1 million de francs ;
 1 % pour la part de la fortune nette qui dépasse 1 million de francs.
 Les fortunes inférieures à 100 000 francs restent franches d'impôt. Il sera tenu compte de manière appropriée, par une augmentation du montant franc d'impôt, de la situation particulière des personnes qui ne sont pas en état de gagner leur vie ;
- c. la charge fiscale des personnes morales dont l'imposition reste de la compétence des cantons et des communes (1^{er} al., let. a) se détermine d'après leur fonction économique et tiendra compte de la charge fiscale qui frappe le revenu et la fortune des personnes physiques.

⁴ L'impôt fédéral direct sur le revenu des personnes physiques (1^{er} al., let. b) sera établi selon les règles suivantes :

- a. L'impôt s'élève au moins à :
 6 % pour un revenu imposable de 100 000 francs ;
 10 % pour un revenu imposable de 200 000 francs ;
 14 % pour un revenu imposable de 1 million de francs.
 Les revenus inférieurs à 40 000 francs demeurent francs d'impôt ;

- b. si les impôts généraux des cantons et des communes sur les revenus de plus de 100 000 francs des personnes physiques n'atteignent pas la charge fiscale minimum fixée au 3^e alinéa, lettre a, le montant de la différence revient à la Confédération. A cet effet, la Confédération établit un tarif normal correspondant au 3^e alinéa, lettre a, sur lequel sont imputés les impôts généraux des cantons et des communes effectivement perçus sur le revenu;
- c. trois dixièmes du produit brut de l'impôt prévu à la lettre a sont attribués aux cantons; un sixième au moins du montant revenant aux cantons ainsi que les montants des différences prévus à la lettre b doivent être affectés à la péréquation financière intercantonale. L'impôt et les montants des différences sont perçus par les cantons pour le compte de la Confédération.

⁵ L'impôt fédéral direct sur le rendement net, le capital et les réserves des personnes morales (1^{er} al., let. c) sera établi selon les règles suivantes:

- a. la charge fiscale est déterminée selon leur fonction économique et tiendra compte de celle qui frappe le revenu et la fortune des personnes physiques;
- b. les personnes morales que la législation fédérale soumet à l'impôt ou déclare exonérées ne peuvent pas être soumises par les cantons et par les communes à un impôt du même genre;
- c. l'impôt est perçu par les cantons pour le compte de la Confédération. Chaque canton a droit au moins à deux tiers du produit brut de l'impôt.

⁶ L'octroi d'avantages fiscaux injustifiés à certains contribuables ou à des groupes de contribuables est interdit.

⁷ La législation fédérale règlera l'exécution du présent article. Elle peut adapter périodiquement au coût de la vie les montants mentionnés en francs aux 1^{er}, 3^e et 4^e alinéas.

II

L'article 8 des dispositions transitoires de la constitution fédérale est modifié comme il suit:

Article 8

¹ Restent en vigueur, avec les changements prévus du 2^e au 6^e alinéa ci-après et sous réserve de modification par une loi fédérale dans les limites des articles 41^{ter} et 41^{quater}, les dispositions applicables, au moment de l'adoption de l'article 41^{quater} par le peuple et les cantons, aux impôts suivants:

a. à c. inchangé.

² Inchangé.

³ L'arrêté du Conseil fédéral concernant la perception d'un impôt pour la défense nationale est modifié comme il suit, pour les années fiscales à désigner conformément au 4^e alinéa:

a. inchangé;

b. l'impôt sur le revenu dû par les personnes physiques est réglé de la manière suivante:

1. l'impôt est perçu conformément aux prescriptions applicables jusqu'au moment de l'entrée en vigueur (4^e al.) du présent alinéa;
2. sur les parts de revenu dépassant 100 000 francs, un impôt supplémentaire de 10% est perçu. Celui-ci est réduit dans la mesure où les impôts généraux des cantons et des communes sur le revenu des personnes physiques entraînent une charge supérieure à celle qui résulterait de l'application, à un revenu imposable calculé conformément au chiffre 1^{er}, d'un tarif normal correspondant à l'article 41^{quater}, 3^e alinéa, lettre a;

- c. l'impôt dû par les personnes morales est réglé de la manière suivante:
1. l'impôt est perçu conformément aux prescriptions applicables jusqu'au moment de l'entrée en vigueur (4^e al.) du présent alinéa;
 2. un supplément de 50% est perçu sur les impôts frappant le rendement net, le capital et les réserves. Ce supplément est réduit dans la mesure où les impôts correspondants de la Confédération, des cantons et des communes dépassent ensemble 30% du rendement net, ou 0,8% du capital et des réserves, calculés conformément au chiffre premier;
- d. et c. inchangé;
- f. abrogé.

⁴ Le Conseil fédéral met en vigueur les dispositions du 3^e alinéa au début de la période de l'impôt pour la défense nationale la plus rapprochée possible.

⁵ Le Conseil fédéral adaptera les arrêtés concernant l'impôt sur le chiffre d'affaires et l'impôt pour la défense nationale aux modifications prévues aux 2^e, 3^e et 4^e alinéas.

⁶ Le 1^{er} janvier 1976 sera la date de référence pour l'adaptation au coût de la vie des montants mentionnés en francs conformément à l'article 41^{quater}, 7^e alinéa.

III

Sont abrogés:

- a. lors de l'adoption de la présente initiative par le peuple et les cantons: l'article 41^{ter}, 1^{er} alinéa, dernière phrase, et 5^e alinéa, lettre c, de même que l'article 42^{quater} de la constitution fédérale;
- b. lors de l'entrée en vigueur de l'article 8, 3^e alinéa, des dispositions transitoires de la constitution: les dispositions de l'article 41^{ter} de la constitution fédérale relatives à l'impôt fédéral direct;
- c. lors de l'entrée en vigueur des lois d'exécution, prévues à l'article 41^{quater}, 4^e et 5^e alinéas, de la constitution fédérale pour les impôts fédéraux directs sur le revenu des personnes physiques ainsi que sur le rendement net, le capital et les réserves des personnes morales: les dispositions correspondantes de l'article 8 des dispositions transitoires de la constitution fédérale relatives à l'impôt pour la défense nationale.

L'initiative est munie d'une clause de retrait.

Le texte allemand de l'initiative est déterminant. Il a la teneur suivant:

Reichtumsteuer-Initiative

I

Die Bundesverfassung wird durch die folgende Bestimmung ergänzt:

Artikel 41^{quater} (neu)

¹ Die Besteuerung des Einkommens und Vermögens erfolgt:

- a. durch direkte Steuern der Kantone und Gemeinden vom Einkommen und vom Vermögen der natürlichen Personen sowie derjenigen juristischen Personen, welche die Bundesgesetzgebung der Besteuerung durch Kantone und Gemeinden überlässt;
- b. durch eine direkte Bundessteuer vom Einkommen der natürlichen Personen. Der Bund sorgt dafür, dass Einkommen über 100 000 Franken in der ganzen Schweiz einer einheitlichen Mindestbesatzung unterliegen;
- c. durch eine direkte Bundessteuer vom Reinertrag, vom Kapital und von den Reserven der juristischen Personen.

² Zum Zwecke der Harmonisierung der direkten Steuern von Bund, Kantonen und Gemeinden erlässt der Bund auf dem Wege der Gesetzgebung einheitliche Vorschriften über die Steuerpflicht, den Steuergegenstand, die zeitliche Bemessung, das Verfahrensrecht sowie das Steuerstrafrecht; auf bestehende Harmonisierungsmassnahmen der Kantone ist dabei angemessen Rücksicht zu nehmen.

³ Unter Vorbehalt der nachstehenden Einschränkungen bestimmen die Kantone und die Gemeinden im Rahmen des kantonalen Rechts den Tarif ihrer direkten Steuern (Abs. 1 Bst. a) selbst:

- a. die allgemeinen Staats- und Gemeindesteuern vom Einkommen der natürlichen Personen betragen zusammen mindestens:
21 Prozent bei einem steuerbaren Einkommen von 100 000 Franken;
27 Prozent bei einem steuerbaren Einkommen von 200 000 Franken;
33,4 Prozent bei einem steuerbaren Einkommen von 1 Million Franken.
Das zur Existenzsicherung notwendige Einkommen bleibt steuerfrei;
- b. die allgemeinen Staats- und Gemeindesteuern vom Vermögen der natürlichen Personen betragen zusammen mindestens:
0,7 Prozent bei einem Reinvermögen von 1 Million Franken;
1 Prozent für den Teil des Reinvermögens, der 1 Million Franken übersteigt.
Vermögen unter 100 000 Franken bleiben steuerfrei.
Besonderen Verhältnissen nicht erwerbsfähiger Personen ist durch Erhöhung des Freibetrages angemessen Rechnung zu tragen;
- c. die Steuerbelastung der den Kantonen und Gemeinden zur Besteuerung überlassenen juristischen Personen (Abs. 1 Bst. a) richtet sich nach deren wirtschaftlichen Funktion und hat jener des Einkommens und Vermögens der natürlichen Personen Rechnung zu tragen.

⁴ Für die direkte Bundessteuer vom Einkommen der natürlichen Personen (Abs. 1 Bst. b) gilt:

- a. die Steuer beträgt mindestens:
6 Prozent bei einem steuerbaren Einkommen von 100 000 Franken;
10 Prozent bei einem steuerbaren Einkommen von 200 000 Franken;
14 Prozent bei einem steuerbaren Einkommen von 1 Million Franken.
Einkommen unter 40 000 Franken bleiben steuerfrei;

- b. erreichen die allgemeinen Staats- und Gemeindesteuern von Einkommen über 100 000 Franken der natürlichen Personen die in Absatz 3 Buchstabe a festgesetzten Mindestbelastungen nicht, so verfällt der Differenzbetrag dem Bund. Zu diesem Zwecke stellt der Bund einen Absatz 3 Buchstabe a entsprechenden Normaltarif auf, an welchen die effektiv erhobenen allgemeinen Staats- und Gemeindesteuern vom Einkommen angerechnet werden;
- c. vom Rohertrag der Steuer gemäss Buchstabe a fallen drei Zehntel den Kantonen zu; wenigstens ein Sechstel davon sowie die Differenzbeträge gemäss Buchstabe b sind für den Finanzausgleich unter den Kantonen zu verwenden. Die Steuer und die Differenzbeträge werden für Rechnung des Bundes von den Kantonen erhoben.

⁵ Für die direkte Bundessteuer vom Reinertrag, vom Kapital und von den Reserven der juristischen Personen (Abs. 1 Bst. c) gilt:

- a. die Steuerbelastung richtet sich nach der wirtschaftlichen Funktion und hat jener des Einkommens und Vermögens der natürlichen Personen Rechnung zu tragen;
- b. juristische Personen, welche die Bundesgesetzgebung besteuert oder steuerfrei erklärt, dürfen von den Kantonen und Gemeinden keiner gleichgearteten Steuer unterstellt werden;
- c. die Steuer wird für Rechnung des Bundes von den Kantonen erhoben. Jedem Kanton verbleiben dabei mindestens zwei Drittel vom Rohertrag der Steuer.

⁶ Die Einräumung ungerechtfertigter steuerlicher Vergünstigungen an einzelne Steuerpflichtige oder Gruppen von Steuerpflichtigen ist unzulässig.

⁷ Die Ausführung dieses Artikels ist Sache der Bundesgesetzgebung. Sie kann die in den Absätzen 1, 3 und 4 genannten Frankenbeträge periodisch den Lebenshaltungskosten anpassen.

II

Artikel 8 der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung wird wie folgt geändert:

Artikel 8

¹ Unter Vorbehalt der Änderungen durch Bundesgesetz im Rahmen von Artikel 41^{ter} und 41^{quater} bleiben mit den Änderungen nach den Absätzen 2–6 hienach die im Zeitpunkt der Annahme von Artikel 41^{quater} durch Volk und Stände geltenden Bestimmungen über die folgenden Steuern in Kraft:

a.–c. unverändert.

² Unverändert.

³ Der Bundesratsbeschluss über die Erhebung einer Wehrsteuer wird für die gemäss Absatz 4 zu bezeichnenden Steuerjahre wie folgt geändert:

a. unverändert;

b. für die Steuer vom Einkommen der natürlichen Personen gilt:

1. die Steuer wird gemäss den bis zum Zeitpunkt des Inkrafttretens (Abs. 4) dieses Absatzes geltenden Vorschriften erhoben;
2. auf Einkommensteilen über 100 000 Franken wird eine Zuschlagsteuer von 10 Prozent erhoben. Diese ermässigt sich insoweit, als die allgemeinen Staats- und Gemeindesteuern vom Einkommen die Belastung übersteigen, die sich bei Anwendung eines Artikel 41^{quater} Absatz 3 Buchstabe a entsprechenden Normaltarifes auf das nach Ziffer 1 ermittelte steuerbare Einkommen ergäbe;

c. für die Steuer der juristischen Personen gilt:

1. die Steuer wird gemäss den bis zum Zeitpunkt des Inkrafttretens (Abs. 4) dieses Absatzes geltenden Vorschriften erhoben;

2. auf den Steuern vom Reinertrag, vom Kapital und von den Reserven wird ein Zuschlag von 50 Prozent erhoben. Dieser Zuschlag ermässigt sich insoweit, als die entsprechenden Steuern von Bund, Kanton und Gemeinde zusammen 30 Prozent des Reinertrages bzw. 0,8 Prozent des Kapitals und der Reserven in der nach Ziffer 1 ermittelten Höhe übersteigen;

d. und e. unverändert;

f. aufgehoben.

⁴ Der Bundesrat setzt die Bestimmungen von Absatz 3 auf den Beginn der nächstmöglichen Wehrsteuerperiode in Kraft.

⁵ Der Bundesrat hat die Beschlüsse über die Warenumsatzsteuer und die Wehrsteuer den Änderungen in den Absätzen 2-4 anzupassen.

⁶ Der 1. Januar 1976 gilt als Bezugspunkt für die periodische Anpassung der Frankenbeträge an die Lebenshaltungskosten gemäss Artikel 41^{quater} Absatz 7.

III

Es treten ausser Kraft:

- a. mit der Annahme der vorliegenden Initiative durch Volk und Stände: Artikel 41^{ter} Absatz 1 letzter Satz und Absatz 5 Buchstabe c sowie Artikel 42^{quater} der Bundesverfassung;
- b. mit dem Inkrafttreten von Artikel 8 Absatz 3 der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung; die auf die direkte Bundessteuer Bezug nehmenden Bestimmungen von Artikel 41^{ter} der Bundesverfassung;
- c. mit dem Inkrafttreten der in Artikel 41^{quater} Absätze 4 und 5 der Bundesverfassung vorgesehenen Ausführungsgesetze für die direkten Bundessteuern vom Einkommen der natürlichen Personen sowie vom Reinertrag, vom Kapital und von den Reserven der juristischen Personen; die entsprechenden, auf die Wehrsteuer Bezug nehmenden Bestimmungen von Artikel 8 der Übergangsbestimmungen der Bundesverfassung.

Publications des départements et d'autres administrations de la Confédération

In	Bundesblatt
Dans	Feuille fédérale
In	Foglio federale
Jahr	1974
Année	
Anno	
Band	2
Volume	
Volume	
Heft	31
Cahier	
Numero	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'affaire	
Numero dell'oggetto	
Datum	05.08.1974
Date	
Data	
Seite	250-257
Page	
Pagina	
Ref. No	10 100 913

Das Dokument wurde durch das Schweizerische Bundesarchiv digitalisiert.

Le document a été digitalisé par les Archives Fédérales Suisses.

Il documento è stato digitalizzato dell'Archivio federale svizzero.